

L'anticipation, gage du rééquilibrage de la mondialisation

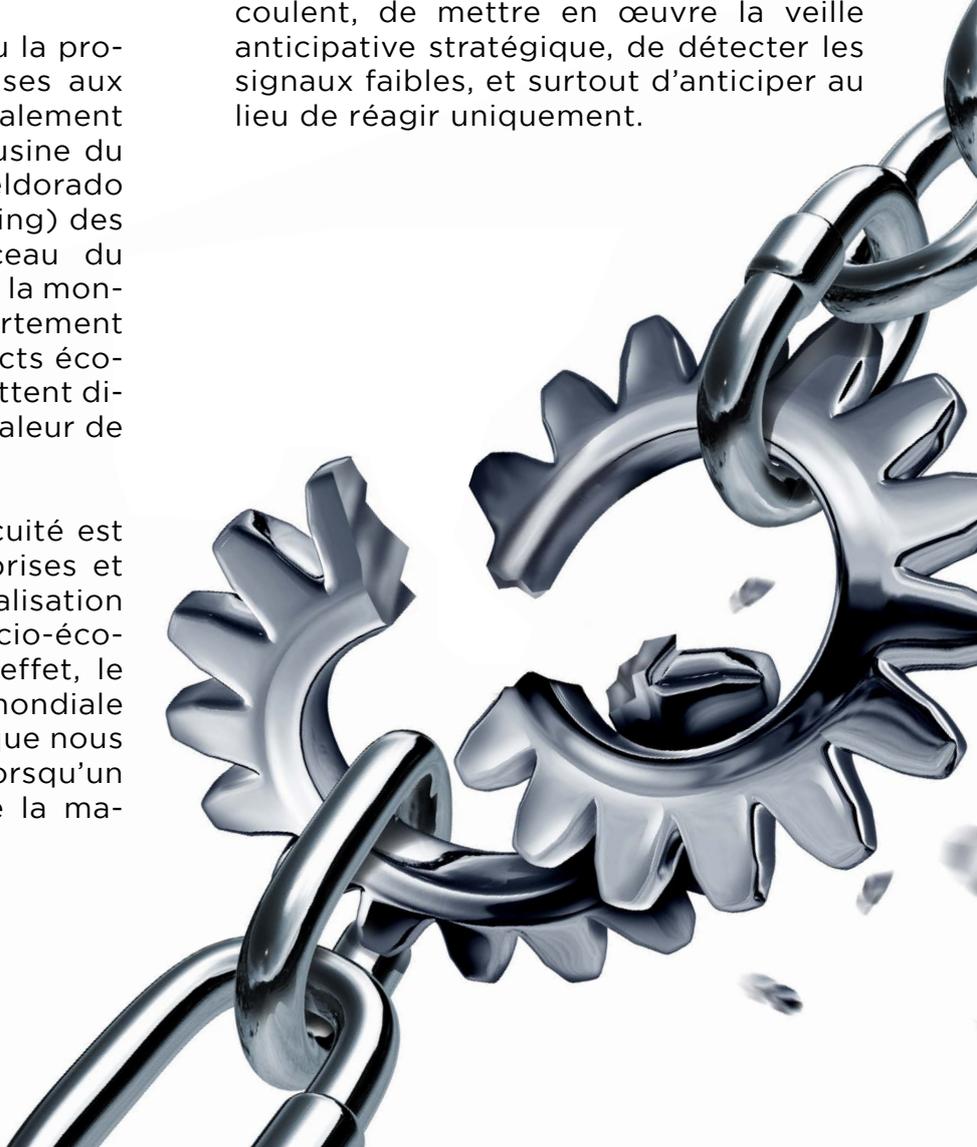
Édito __ Par Ali Moutaib

L'économie mondiale est bien en proie au COVID-19 ! Depuis la crise financière de 2008, jamais l'économie mondiale n'a été confrontée à un si grand danger que le Coronavirus, souligne l'OCDE dans un rapport publié le 2 mars dernier. Dans un sens plus large, je dirais que l'amplification de cette pandémie met en lumière de jour en jour la fragilité et la vulnérabilité de la mondialisation.

En effet, le Coronavirus met à nu la profonde dépendance des entreprises aux chaînes de productions principalement chinoises. Considérée comme l'usine du monde, la Chine constitue un eldorado pour les délocalisations (offshoring) des entreprises. Toutefois, ce berceau du COVID-19 s'avère être le cœur de la mondialisation dont dépend très fortement l'économie mondiale et les impacts économiques de cette pandémie mettent directement à mal les chaînes de valeur de celle-ci.

La question qui se pose avec acuité est donc la dépendance des entreprises et États aux chaînes de la mondialisation ainsi que ses répercussions socio-économiques et géopolitiques. En effet, le ralentissement de l'économie mondiale dû au Coronavirus révèle le fait que nous sommes totalement désarmés lorsqu'un événement ou une crise enraye la machine productive mondiale.

Cette situation devrait ainsi pousser les différents acteurs à mettre en place une stratégie qui, au-delà des performances économiques, prône et assume une responsabilité sociale, en limitant la dépendance des secteurs stratégiques notamment ceux énergétiques ou encore pharmaceutiques. Il serait judicieux de prendre du recul par rapport à la mondialisation et aux schémas qui en découlent, de mettre en œuvre la veille anticipative stratégique, de détecter les signaux faibles, et surtout d'anticiper au lieu de réagir uniquement.



FEUILLETON DE L'ACTUALITE

Par Amine Diouri

05 février

États-Unis

Le président Donald Trump a été acquitté par le sénat lors de sa procédure de destitution.

09 février

International

Avec plus de 800 morts, le bilan des morts du Coronavirus a dépassé celui du Syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS).

10 février

Union africaine

Ouverture du 33ème sommet de l'Union africaine avec pour mot d'ordre : faire taire les armes en Afrique.

11 février

Soudan

Les nouvelles autorités soudanaises donnent leur accord pour remettre Omar El Béchir à la cour pénale internationale.

11 février

États-Unis

Bernie Sanders remporte la primaire démocrate dans le New Hampshire.

12 février

Syrie

Près de 700.000 réfugiés fuient la région d'Idlib, plus grand exode depuis le début de la guerre il y a neuf ans.

12 février

Turquie

Le président Erdogan menace de frapper les forces syriennes si les tensions ne s'arrêtent pas dans la région d'Idlib.

17 février

Tunisie

Face à la crise politique, le président tunisien Kaïs Saïed menace de dissoudre le parlement.

18 février

Afghanistan

Le candidat Abdullah Abdullah annonce un gouvernement parallèle et se déclare vainqueur des élections présidentielles.

19 février

Libye

Tripoli suspend sa participation aux discussions de Genève.

19 février

États-Unis

Première participation de Micheal Bloomberg aux primaires démocrates.

19 février

Iran

Le Covid-19 fait deux victimes dans la République Islamique d'Iran.

23 février

Togo

Faure Gnassingbe réélu pour un quatrième mandat à la tête du Togo.

24 février

Inde

Visite officielle du président américain en Inde.

24 février

Inde

En protestation à la loi indienne sur la citoyenneté, des heurts ayant eu lieu à New Delhi font 5 morts et 90 blessés.

24 février

Italie

Propagation du Covid-19 en Italie ; Contamination de 230 personnes et mort de 7 personnes.

25 février

Égypte

Mort de l'ancien président égyptien Hosni Moubarak à l'âge de 91 ans.

26 février

Tunisie

Le gouvernement d'Elyes Fakhfakh obtient la confiance du parlement tunisien.

27 février

Syrie

Mort de 33 soldats turcs dans la région d'Idlib.

29 février

Afghanistan

Les États-Unis signent un accord de paix avec les talibans après plus de 18 ans de conflit.

01 mars

Irak

Le premier ministre irakien Mohammed Allaoui renonce à former un gouvernement.

02 mars

Israël

Benjamin Netanyahu remporte les élections législatives en Israël. Le Parti arabe réalise un score historique.

02 mars

États-Unis

Pete Buttigieg et Amy Klobuchar rallient Joe Biden lors de la course pour l'investiture démocrate.

04 mars

États-Unis

Primaires démocrates : Super Tuesday, Joe Biden remporte le plus grand nombre d'États. Micheal Bloomberg se retire de la course.

05 mars

Russie

Vladimir Poutine reçoit son homologue turc Erdogan à Moscou pour tenter de résorber la situation à Idlib.

Génération Green et le développement humain et social au Maroc

Par Habiba El Mazouni

Douze ans - ou peu s'en faut - après sa mise en place, la stratégie de développement agricole (Plan Maroc Vert) a fait l'objet d'une évaluation par des interprofessions, des chambres d'agriculture ainsi que des réunions avec l'ensemble des parties prenantes. Cette évaluation a amené les responsables à pointer des pistes d'amélioration pour l'agriculture et le monde rural. La nouvelle politique agricole baptisée « Génération Green 2020-2030 », lancée le 13 février dernier, soulève ainsi des questions au premier rang desquelles le développement humain et social. Tour d'horizon de ce grand chantier de la nouvelle stratégie agricole Génération Green.

Il convient de rappeler, avant toutes choses, que l'appellation même de la nouvelle stratégie met en exergue l'être humain (le mot génération fait référence à des individus). En sus d'une capitalisation des acquis réalisés par le Plan Maroc Vert, la nouvelle stratégie Génération Green concerne la valorisation de l'élément humain conformément aux Hautes instructions royales visant à « rendre justice aux petits agriculteurs »¹ et à « favoriser l'émergence d'une classe moyenne agricole »².

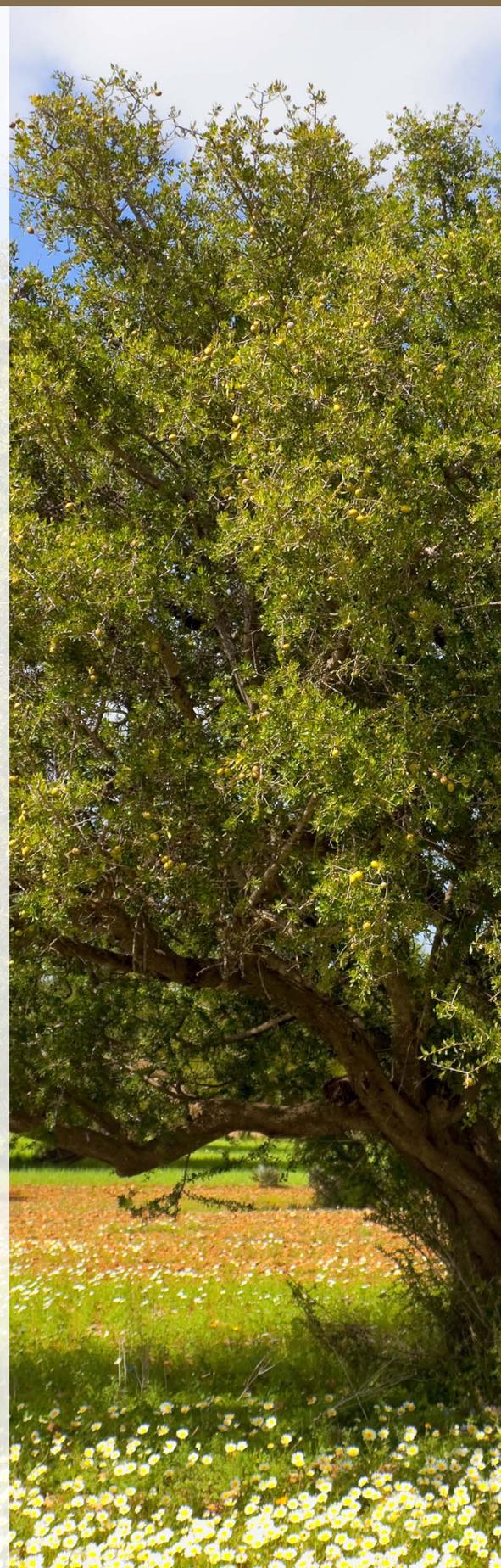
En effet, pour faire émerger une nouvelle génération de classe moyenne agricole, Génération Green prévoit de permettre à 400.000 ménages d'y accéder via, entre autres, l'amélioration des revenus des agriculteurs, la généralisation de l'assurance agricole, l'élargissement des services de protection sociale et la réduction de l'écart entre le salaire minimum agricole garanti (SMAG) et le salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) ; le décret n° 2.19.424, publié au bulletin officiel du 27 juin 2019, prévoit une augmentation du SMAG de 5% à partir de juillet 2020³ (1994,20 dh/mois). Toutefois, qu'est-ce que la classe moyenne agricole ? Comment peut-on en délimiter les contours ? Existe-t-il une ou plusieurs classes moyennes agricoles ? Ne devrait-on pas penser à développer aussi les activités non agricoles combinées à celles agricoles vu la pluriactivité qui caractérise l'agriculture marocaine ?

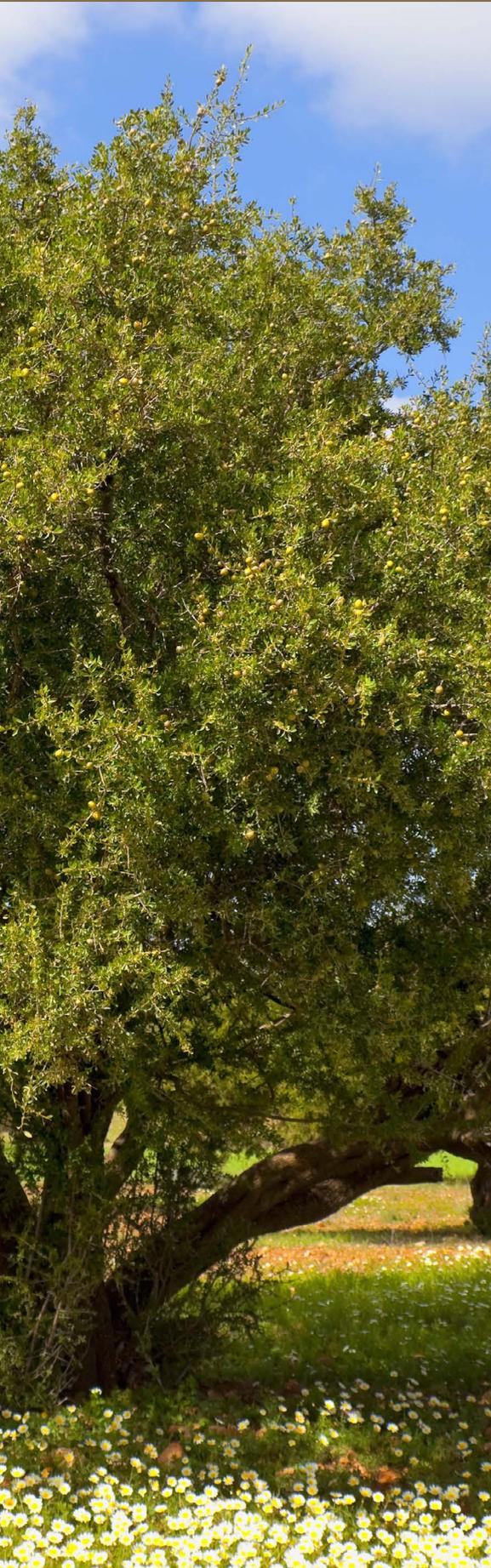
En outre, la nouvelle stratégie Génération Green prévoit la structuration des circuits de commercialisation et de distribution, talon d'Achille de l'approche productiviste du Plan Maroc Vert. Il s'agit, désormais, de moderniser douze mar-

1 Discours du 12 octobre 2018 adressé par le Roi Mohammed VI devant les membres des deux Chambres du Parlement à l'occasion de l'ouverture de la 1^{ère} session de la 3^{ème} année législative de la 10^{ème} législature.

2 id.

3 <https://www.cnss.ma/fr/content/le-salaire-minimum-de-b%C3%A9n%C3%A9fice-des-allocations-familiales-augmente>





chés de gros et des souks traditionnels ainsi que de diversifier les chaînes de distribution à travers des circuits courts et la distribution directe. Ceci profiterait aux producteurs et réduirait le nombre d'intermédiaires entre l'agriculteur et le consommateur.

Génération Green mise également sur l'entrepreneuriat agricole. À cet égard, des mesures d'incitation et d'aides seront mises en place afin de stimuler l'entrepreneuriat des jeunes dans le monde rural ; nous citons le programme Intilaka qui concerne notamment tout projet au bénéfice du développement de l'entrepreneuriat rural, avec des prêts qui ne nécessitent pas de garantie personnelle et qui sont plafonnés à 1,75 % de taux d'intérêt. Dans le même ordre d'idées, cette stratégie prévoit la mobilisation et la valorisation d'un million d'hectares de terres collectives ainsi que la création de 350.000 postes d'emploi au profit des jeunes. Néanmoins, la question de la régulation foncière reste problématique ; le foncier agricole marocain continue à se heurter à plusieurs contraintes, d'autant plus avec les tares de la réforme agraire⁴. Cette nouvelle stratégie de développement agricole devrait ainsi prendre en compte toute la complexité d'une redistribution et valorisation des terres collectives.

Un autre axe crucial de la stratégie Génération Green concerne la formation d'environ 150.000 jeunes. La formation agricole professionnelle sera présente dans 10 des 12 cités des métiers et des compétences, d'après le ministre de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du Développement rural, de l'Eau et des Forêts Aziz Akhannouch.

In fine, les attentes sont grandes, surtout que cette nouvelle vision stratégique du secteur agricole devrait répondre à plusieurs exigences telles que : la satisfaction des besoins alimentaires d'une population en constante croissance, la prise en considération de la situation de stress hydrique à laquelle le pays est confronté, de l'épuisement graduel des sols, des importantes émissions de gaz à effet de serre, de la consommation énergétique intensive (carburant, électricité, gaz), de l'utilisation excessive des pesticides, etc. Ainsi, l'agroécologie n'est plus une option, elle devient une nécessité sociale et environnementale majeure.

4 La réforme agraire est une réforme qui date des années 1960, ayant pour but de redistribuer les terres récupérées des colons aux agriculteurs spoliés.

Accord historique entre les États-Unis et les talibans

Par Amine Diouri

Après 18 ans de guerre, les États-Unis et les talibans ont signé le 29 février dernier, au Qatar, un accord historique qui devrait permettre le retrait progressif des troupes militaires américaines dans un délai de 14 mois ainsi que l'ouverture de négociations avec le gouvernement afghan. Cet accord a été signé après une semaine de « réduction de violence ». En effet, les talibans avaient ordonné la suspension de l'ensemble de leurs opérations militaires en Afghanistan ; il s'agit de la deuxième interruption complète des attaques, après celle survenue en 2018 et qui a duré 3 jours.

Suite à neuf rounds de discussions, les négociateurs ont convenu d'un « accord de paix » reposant sur quatre éléments essentiels : Premièrement, les négociateurs se

sont accordés sur une réduction temporaire de la violence et ont déclaré qu'un cessez-le-feu durable entre les forces américaines, talibanes et afghanes fera partie des négociations intra-afghanes. Deuxièmement, les États-Unis ont accepté de réduire le nombre de soldats dans le pays de 12 000 à 8 600 en 135 jours. Si les talibans respectent leurs engagements, toutes les troupes américaines et étrangères quitteront l'Afghanistan dans les quatorze prochains mois. Troisièmement, les talibans ont accepté d'entamer des pourparlers avec le gouvernement afghan en mars 2020. Tout au long du processus de négociation, les talibans se sont opposés aux pourparlers directs avec le gouvernement afghan accusé d'être aux mains des américains. Néanmoins, les talibans ont plus récemment indiqué que des pourparlers



étaient possibles, le chef adjoint des talibans Sirajuddin Haqqani a notamment cité dans un éditorial du New York Times: «Si nous pouvons parvenir à un accord avec un ennemi étranger, nous devons être en mesure de résoudre les désaccords intra-afghans par des entretiens.». Finalement, l'accord porte sur l'engagement pris par les talibans que l'Afghanistan ne sera utilisé par aucun de ses membres, d'autres individus ou de groupes terroristes pour menacer la sécurité des États-Unis et de leurs alliés.

L'accord porte aussi sur un échange de prisonniers (5000 talibans contre 1000 soldats des forces afghanes soutenues par les États-Unis). Cependant, le président afghan Ashraf Ghani a rappelé qu'il n'y avait pas d'engagement à libérer 5000 prisonniers et que cet

élément ne pouvait être un prérequis à l'ouverture des négociations avec les talibans.

La plus longue guerre de l'histoire des États-Unis, menée en Afghanistan au nom de la lutte contre le terrorisme, a coûté plus de 750 milliards de dollars ; cette dernière a causé la mort de 2400 soldats américains et près de 60000 morts civils selon l'ONU. Le Lundi 2 mars, les talibans ont repris leurs attaques contre les forces afghanes laissant ainsi présager que le chemin vers une résolution durable du conflit était encore long et périlleux. La réintégration des talibans dans le jeu politique et la reconstruction des institutions afghanes sont autant d'éléments qui menacent la pérennité de cet accord.

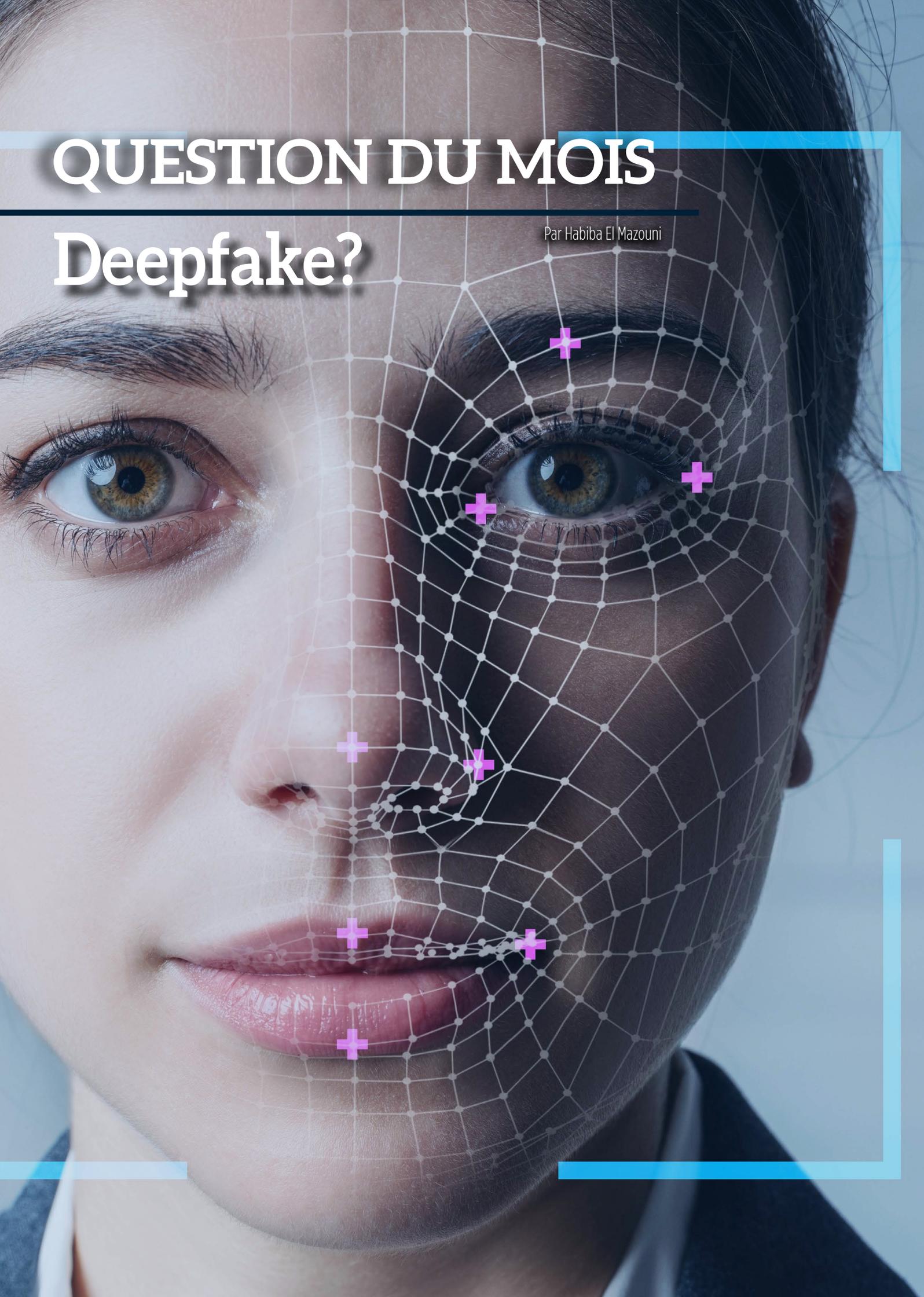


Peace deal

QUESTION DU MOIS

Deepfake?

Par Habiba El Mazouni



Qu'est-ce que c'est ?

Un deepfake est une accolade de deux mots : deep pour deeplearning et fake pour faux. Basé sur l'intelligence artificielle (IA), le deepfake est une technique de permutation intelligente des visages. En utilisant les méthodes du deeplearning, le deepfake repose sur des algorithmes qui permettent de remplacer un visage par un autre dans des vidéos ou des photos à des fins de manipulation.

Y a-t-il une différence entre un deepfake et un simple trucage photo/vidéo ?

Il y a quelques années, un deepfake exigeait des compétences techniques étendues à l'encontre d'un simple trucage photo / vidéo. Aujourd'hui, avec l'IA, la frontière entre un deepfake et un contenu réel est difficilement identifiable ; des logiciels gratuitement téléchargeables tels que FakeApp permettent de produire un contenu suffisamment réaliste pour tromper et manipuler les individus. Par ailleurs, le deepfake repose sur une technique d'IA appelée GAN ou Generative Adversarial Network (réseau antagoniste génératif). Il s'agit d'une technique de Machine Learning qui consiste à mettre en compétition deux algorithmes au sein d'une infrastructure logicielle : un « générateur » et un « discriminateur ». À partir d'une pléthore d'images fournies en amont (ces images et vidéos sont si indispensables qu'elles nourrissent les modèles de Machine Learning); le premier cherche à créer de fausses imitations aussi crédibles que possible tandis que le second détermine l'authenticité de ce qui a été produit et cherche à identifier les faux. Le « générateur » continue à produire de fausses vidéos jusqu'à ce que le « discriminateur » ne puisse plus détecter l'erreur ou la supercherie.

Le deepfake consiste-t-il une menace ?

Les deepfakes représentent une nouvelle menace en sus des fake news. Les deepfakes sont utilisés généralement à des fins de manipulation, de désinformation, de diffamation, de propagande, etc. Ils sont utilisés, à titre illustratif, dans l'industrie du porno pour nuire à la réputation d'une personne, dans la sphère politique afin de manipuler l'opinion publique ou encore dans la vie sociale de tous les jours en améliorant l'ingénierie sociale utilisée par les hackers dans de nombreux cybercrimes.

Comment le Maroc pourrait-il faire face au deepfake ?

Pour être armés face aux deepfakes, la prise de conscience en est le maître-mot. Il s'agit de sensibiliser les marocains à la culture de la désinformation et des fake news afin qu'ils puissent identifier les contenus truqués. Le Maroc pourrait aussi développer une interface dédiée à la vérification de l'authenticité des contenus vidéos / photos. Il s'agit également d'éduquer à l'esprit critique, à la vérification de l'information, à l'identification de sources fiables et diversifiées ainsi qu'au recoupement des sources.

Entretien



● **Mohammed TALAL**

PDG de la voie express

Vice-président de la CGEM

“Le Covid-19 aura eu le mérite de remettre en cause les postures confortables adoptées par les décideurs politiques et économiques, qui dorénavant intégreront dans leurs négociations la notion de risque pays. Risques que les stratégies d’intelligence économique savent parfaitement anticiper, palier, voir, éviter”.

Depuis l’Histoire ancienne, la prospérité du « Maroc » a très souvent été corrélée avec la maîtrise des grandes routes commerciales. Néanmoins, cette prospérité s’est peu à peu évaporée depuis que la caravelle a remplacé la caravane, ce, depuis le 15ème siècle. Ainsi, comment l’Intelligence Économique peut-elle aider le Maroc à anticiper les futures grandes mutations des « supply chain » mondiales afin de mieux s’insérer à celles-ci et d’en tirer profit ?

A l’ère de la mondialisation, la Supply Chain est devenue l’arme de guerre Economique par excellence ! Elle peut faire et défaire des économies, mais aussi déclencher des mouvements sociaux, déstabiliser des Etats, et ce, en agissant sur les différents modes de Transports de marchandises, en modifiant les routes empruntées, en jouant sur les réglementations et les normes, mais encore ! Cependant, tout cela trouve sa genèse dans la géopolitique et la géo-économie mondiale, avec des affrontements de puissances au gré des stratégies individuelles des Etats.

Toute stratégie d’influence dans le but d’accroître la puissance d’un Etat, s’appuie sur sa capacité à capter en temps réel et à maîtriser l’information stratégique, d’anticiper les mouvements et les événements, avec des capacités d’analyses diverses et pointues, en vue d’agir sur les différents leviers offerts sur les différents terrains d’affrontements. Et là, nous sommes de plein pied dans le monde de l’Intelligence Economique, où la notion de « veille » en est le moteur principal.

Du coté des PME, comment l’Intelligence Économique peut-elle s’insérer au sein de la « supply chain » dans le but de créer de la valeur pour chacun des acteurs, et de protéger leur savoir-faire?

Malheureusement, de façon générale ni la PME encore moins la TPE, n’ont les moyens financiers ni humains pour intégrer ne serait-ce que la notion de veille stratégique, sans aller dans la science de « l’intelligence économique » au sens large. Ces structures sont en général sur des marchés domestiques de plus en plus volatiles et incertains, d’autres sont un peu plus sensible au sujet car orientées à l’export et par conséquent subissent de plein fouet les effets de cette mondialisation.

Aussi, de nombreux Etats (USA, Europe, Asie) ont de véritables politiques d’Intelligences Economiques, et pour cela, elles se sont très tôt dotées de véritables institutions de « défenses économiques ». Personnellement, je pense qu’il serait judicieux de créer une structure où siègeraient différents ministères et le conseil de la concurrence, l’ensemble piloté par exemple par la CGEM (Confédération Générale des Entreprises du Maroc) et la primature. Cette structure serait spécialisée en « Intelligence Economique » avec des relais là où se prennent les décisions (Bruxelles, ONU, Union Européenne, OMC, etc...). Son rôle serait de faire de la veille dans tous les secteurs économiques, de fournir de la data aux entreprises, de défendre et de protéger le patrimoine informationnel. Et bien entendu, accompagner les entreprises sur des marchés stratégiques mais également disruptifs, avec pour objectif principal : la défense du secteur privé et de la souveraineté économique de notre Etat.



En 2015 lors du lancement du Club AEGE Maroc, vous avez déploré que beaucoup d'entreprises, surtout des PME, allaient vers l'Afrique mais sans aucune connaissance des marchés et avec seulement une approche purement technique, économique et industrielle. Cinq ans plus tard, pensez-vous que les entreprises marocaines ont suffisamment intégré la pratique de l'IE afin de les aider à être mieux préparées en termes de recherches d'information, de veille et d'analyse stratégique ?

Malheureusement, non ! Les entreprises marocaines continuent d'approcher les marchés africains comme s'ils approchaient les marchés européens ! Or, tout d'abord chaque pays a sa propre culture avec des habitudes de consommations et des pratiques commerciales qui leurs sont spécifiques. Il est essentiel d'adopter une stratégie IE avec toutes ses composantes vers ses marchés. Auquel cas, l'échec est quasi certain. Chaque marché n'a pas la même maturité, ni les mêmes contraintes réglementaires, ni les mêmes risques. Sans compter que les législations ne sont pas du tout les mêmes. Les entreprises qui l'auront compris, seront les pionnières vers ces nouveaux marchés.

Sachant que le Covid-19 a déjà eu un impact sur le ralentissement de l'économie mondiale, quels pourraient être les impacts à long terme de cette épidémie sur les supply-chain mondiales, principalement celles très connectées à l'empire du Milieu ?

Pour le long terme, je pense que les Etats et les Entreprises viennent de prendre conscience des limites de la mondialisation. Cette pandémie, touche de plein fouet les circuits d'approvisionnement des différents pays, qui se doivent aujourd'hui de faire du sourcing sur d'autres pays ! ce qui ne manquera pas d'impacter les flux de marchandises et par conséquent les différents canaux ! Cela aura non seulement un impact sur les coûts de revient des entreprises, sans compter les ruptures de stocks à court terme. Mais au moins, cela aura eu le mérite de remettre en cause les postures confortables adoptées par les décideurs politiques et économiques, qui dorénavant intégreront dans leurs négociations la notion de risque pays. Risques que les stratégies d'intelligences économique savent parfaitement anticiper, palier, voir, éviter.

Prochains événements



PRÉSENTATION – 12/03/2020

Présentation de l'ouvrage « l'économie africaine 2020 » organisé par l'Agence Française de Développement

Rabat,
Maroc.



PRÉSENTATION – 19/03/2020

Turkey's Foreign Policy towards Africa – identity and African agency, organisé par Policy Center for the New South.

Casablanca,
Maroc.



info@hadvisors.net



+212 537 73 45 13